

Les Algériens subissent une descente aux enfers, selon le RCD

Tous les voyants sont au rouge, alerte le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), dans un communiqué rendu public vendredi sanctionnant les travaux de son Secrétariat national (SN), tenus jeudi à Alger.

Sur le plan socio-économique, le SN relève avec une ''grande inquiétude'' ''la dégradation continue'' de la situation sociale de larges couches de la population et un marasme annonciateur de plus grandes incertitudes sur ce qui fait encore office d'économie dans le pays.

''Les Algériennes et les Algériens subissent cette descente aux enfers pendant que les membres du gouvernement sont aux abonnés-absents, ranimés simplement pour entretenir polémiques, controverses ou défendre le tour de vice liberticide imposé au pays'' ; indique le communiqué.

Selon ce dernier, des pans d'activités entiers sont à l'arrêt. Il cite le bâtiment, les transports, l'hôtellerie, les restaurations, le tourisme, commerces, sans compter les dépôts de bilan en cascade des PMI/PME faute d'intrants ou de plan de charge.

Poursuivant son constat, le RCD charge le ministre de l'Industrie. ''C'est le moment que choisit le ministre de l'industrie pour enfoncer l'ENIEM, victime, à l'instar de nombreuses grandes entreprises publiques et privées, d'un environnement fait de bazaris et de concurrence déloyale durant des années'', dénonce le parti.

A ce sujet, la loi de finance pour 2021 qui concentre la politique économique de ce gouvernement illustre parfaitement le renoncement à promouvoir toute forme de production et de développement à travers l'allocation des ressources disponibles au fonctionnement et aux appareils de répression et de propagande, accuse la formation politique de Mohcine Bellabas.

Au plan des libertés, le SN du RCD constate avec ''regret'' la poursuite de la politique de fermeture des champs politique et médiatique et la répression des libertés fondamentales au mépris des lois et de la constitution en vigueur. Pour le parti, rien ne peut justifier la criminalisation de l'expression d'une opinion ou de l'activité politique pacifique. Comme rien ne peut justifier la censure et l'emprisonnement de journalistes.